

Questions orales

Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak, notre pays a constamment travaillé à la recherche d'une solution pacifique dans le cadre des Nations Unies.

L'application de ces résolutions par un grand nombre de pays et la condamnation universelle de l'agression commise par l'Irak sont la preuve que le Canada et les autres pays, y compris les États-Unis, sont prêts, cette fois-ci, à travailler dans le cadre des Nations Unies.

* * *

L'AGRICULTURE

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. La Chambre ne devrait pas fermer les yeux sur le triste sort des agriculteurs canadiens.

Le printemps dernier, le gouvernement leur a enlevé les avances de fonds sans intérêt. C'était une effroyable erreur qui leur a causé du tort.

Compte tenu des difficultés actuelles, chute vertigineuse des prix, pertes de marché et taux d'intérêt élevés, ne pourrait-il pas rétablir les avances de fonds sans intérêt?

Je crois que les agriculteurs canadiens méritent qu'on leur réponde maintenant.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je tiens à ce que le député sache que nous ne fermons pas les yeux sur les besoins des agriculteurs.

Comme je l'ai dit à la Chambre hier, nous examinons plusieurs options. Nous espérons notamment pouvoir mettre sur pied des mesures de sécurité et de stabilisation à long terme pour les secteurs des grains et des oléagineux.

Je comprends toute la portée de la question du député et je la considérerai certes comme une instance.

M. John Harvard (Winnipeg St. James): Monsieur le Président, la réponse du ministre manque de précision. Les agriculteurs sont dans une situation désespérée et ont besoin d'une réponse immédiate.

Considérant l'épouvantable erreur qu'il a faite, je suggère au ministre de marcher sur son orgueil et de traiter cette question avec tout le sérieux qu'elle exige. S'il doit

pour ce faire tordre le bras du ministre des Finances, je serai très heureux de lui prêter main-forte.

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Je présume que le député ne propose pas d'avoir recours à la force. Le député pourrait peut-être poser sa question.

M. Harvard: Je ne verrais pas d'objection à donner un coup de main.

Ma question supplémentaire est la suivante. Malheureusement, les avances sans intérêt ne suffisent plus. Les agriculteurs du pays ont besoin d'un train de mesures d'urgence et je veux savoir si le ministre envisage d'établir de telles mesures.

L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre, président du Conseil privé et ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je ne sais pas si je dois interpréter l'offre du député comme une menace ou comme une faveur. Cela dit, il sait très bien que notre gouvernement a prévu 500 millions de dollars en aide d'urgence, et qu'il reste une partie de cette somme à distribuer aux agriculteurs. Je suis certain que cette aide est appréciée.

Je crois qu'il vaut la peine de rappeler que si les provinces avaient été capables de fournir une somme équivalente, nous n'en serions certainement pas là. Pour l'instant nous examinons les possibilités qui s'offrent à nous. Je le répète, j'espère pouvoir compter sur l'appui du député dans la mise au point d'un programme d'aide qui répondra aux besoins futurs à long terme du secteur des céréales et des oléagineux. Je peux lui donner ma parole que nous y travaillons activement.

* * *

LES DROITS DE L'ENFANT

M. Rey Pagtakhan (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, la santé des enfants dépend dans une large mesure de la quantité d'aliments dont on nourrit leur corps et de la quantité de connaissances dont on nourrit leur esprit. Et des enfants en bonne santé seraient sans doute moins victimes de toutes sortes de mauvais traitements et formes d'exploitation.

Le premier ministre se rendra cette semaine à New York pour présider l'une des rencontres internationales les plus importantes, le Sommet mondial en faveur des enfants. Est-il prêt à déposer en Chambre une stratégie nationale complète qui ouvrirait la voie à une lutte contre